

Le Mans, le 3 juillet 2019

Comme prévu, près de 90 agents se sont déplacés ce mercredi matin sur la plage variable 8h30-9h30 pour manifester leur mécontentement face au vaste projet de restructuration envisagé par la DDFIP de la Sarthe. La presse locale était au rendez-vous et a pu constater le degré de mobilisation. Une délégation d'environ 25 agents hors représentants au CHSCT, issue de tous horizons professionnels est montée en salle des Commissions où devait se tenir le CHSCT. Ils ont pu exprimer physiquement leur consternation et faire part de leur détresse face à ce sinistre plan social qui ne dit pas son nom.

Les questions fondamentales ont été posées. Qui ?... Quand ?... Où ?... Comment ?...

Le directeur n'a pas ouvert la séance du CHSCT et a néanmoins laissé les agents s'exprimer. Il a tenté de répondre aux interrogations en utilisant les éléments de langage habituels fournis en kit par la Direction Générale, et par le ministre des comptes publics. Il s'est vite rendu compte que ses arguments ne persuadaient que lui et son adjoint... Peut-être, espérons le ne font-ils que semblant d'y croire... ?

Au final, les agents ont regagné leurs différents services sans aucune réponse concrète, et vont donc devoir passer leurs vacances d'été dans l'incertitude générale. Il paraît que nous en saurons plus en septembre...

Le CHSCT s'est ensuite tenu. Les représentants des quatre organisations syndicales présentes ont lu une déclaration liminaire (la notre est reproduite ci-dessous). Le Président (Directeur Général) n'a rien répondu...

Déclaration liminaire au CHSCT du 3 juillet 2019 :

Bilan de fin de règne

Monsieur le Président,

Les représentants pour Solidaires aux finances, après avoir boycotté ce CHSCT en première convocation le 20 juin 2019, ont décidé de venir lire cette déclaration en deuxième convocation, puis de quitter la séance. Le jour choisi (un mercredi) ne nous a pas vraiment incité à siéger... Faut-il vous rappeler que certains représentants de ce CHSCT ne sont pas disponibles le mercredi ? Faut-il vous rappeler également que le médecin de prévention, dont le moins qu'on puisse dire, est qu'il a du pain sur la planche, est en congés actuellement ? Vous auriez voulu le faire exprès que vous ne vous y seriez pas pris autrement... Au fond, ne serait-ce pas une provocation ?...

Cela étant dit, sur le fond, à quoi bon discuter de l'aménagement de sites destinés à être rayés de la carte du réseau DGFIP dans les mois à venir ?... Nous pensons en particulier à la trésorerie de Montval-sur-Loir, dont les travaux sont à l'ordre du jour, mais dont vous venez sans vergogne de signer d'un trait de plume acérée, trempée de vitriol, l'arrêt de mort !!!

A quoi bon discuter de l'exercice d'évacuation incendie du CDFP de la rue Nicot, alors que lui aussi est condamné, non à brûler, mais à être bradé au plus offrant... Si offre il y a, car les nombreuses visites d'une délégation du CHSCT effectuées sur ce site ces dernières années, ont mis à jour bon nombre de dysfonctionnements matériels, bon nombre de réparations urgentes à effectuer, bon nombre de désagréments olfactifs, visuels et auditifs. Pourtant, depuis 1998, date à laquelle ce site a été racheté à grand frais aux marchands de tabac, bon nombre de nos collègues ont dû se contenter de ces piètres conditions d'hébergement.

A quoi bon discuter du DUERP, et surtout du PAP après avoir découvert votre projet de nouveau « réseau de proximité ». Un projet maintes fois rebaptisé avec un nom si prétentieux voire vaniteux qu'on en oublierait presque qu'il ne s'agit que d'un vaste plan « d'enfumage ». Quel mot mieux que « désinformation » peut qualifier ce projet imposé par le pouvoir politique, mais certainement aussi suggéré par notre direction générale, et plus grave : relayé par notre direction locale à grands coups d'éléments de communication sans fondements.

Le DUERP et le PAP existent en théorie pour prévenir les risques au travail, et si possible les supprimer. La mise en place du « réseau de proximité » va annihiler d'un seul coup l'ensemble des travaux effectués par ce CHSCT depuis sa création pour réduire ces risques. Rien qu'avec votre annonce « balancée » dans les messageries de l'ensemble des agents il y a deux semaines sans mention d'avertissement préalable, vous avez enflammé les braises déjà bien rouges des risques psychosociaux...Tous nos collègues se sentent désormais concernés, les heures syndicales d'information réunissent désormais 150 agents quand elles arrivaient péniblement à en rassembler 30 l'année dernière...

Nous profitons également de cette dernière convocation du CHSCT sous votre « règne », Monsieur le Président, pour dresser un rapide bilan de votre action dans notre département. Vous vous en doutez, de notre point de vue, ce bilan est catastrophique...

Nous allons certainement en oublier, tant vous fûtes zélé, mais nous allons faire au mieux pour être aussi exhaustifs que possible... Citons, pour commencer outre les nombreuses fermetures de plages d'accueil au public sur quasiment tous les sites, la fermeture des trésoreries de Bouloire, Ballon, Connerré, Vibraye, Saint-Paterne, Loué, Le Grand-Lucé... Citons la poursuite, et l'aboutissement de la fusion générale des SPF du département... Citons la gestion centralisée des hôpitaux de la Sarthe à la trésorerie hospitalière du Mans...Citons les six mois de travaux au CDFP du Mans pour accompagner les restructurations, avec au passage la suppression de deux SIE et deux SIP au Mans...Citons la suppression du SIE de Saint-Calais avec transfert de son activité à Mamers...Citons la suppression des services communs sur le plus gros CDFP du département... Citons la mise en place de l'accueil sur rendez-vous, et bientôt plus que sur rendez-vous...Citons, enfin, une décision récente, brutale et incompréhensible...

Vous allez nous répondre très certainement que vous fûtes aussi le « grand architecte » du nouveau CDFP de La Ferté-Bernard ! Nous sommes tentés de dire heureusement ! Nous n'avons pas oublié les conditions d'hébergement indignes qui leur étaient proposées auparavant.

Vous allez aussi nous répondre que vous avez créé, contre vents et marées, un Service Départemental d'Enregistrement... Certes ! Mais, nous constatons aussi que déjà vous commencez à le dépouiller en n'y affectant pas un contrôleur qui aurait dû le rejoindre au 1^{er} septembre...

Nous avons certainement oublié au passage, quelques-uns de vos « bienfaits », tant ils furent nombreux. Nous vous prions de bien vouloir nous en excuser...

Monsieur le Président, vous quittez notre département en laissant le soin à votre successeur de mener à bien un triste projet, un projet pourvoyeur de détresse pour les agents, pourvoyeur de reculs en termes de service public, et qui à n'en pas douter sonnera le glas de notre administration.

Les représentants pour Solidaires Finances à ce CHSCT feront donc tout ce qui est en leur pouvoir pour conduire votre successeur à renoncer à la mise en place de ce soi-disant nouveau réseau de proximité.